

Distr.
GENERALE

E/1993/19
10 mars 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Reprise de la session d'organisation
pour 1993

ELECTIONS ET PRESENTATION DE CANDIDATURES

Conseil d'administration de l'Institut international de
recherche et de formation pour la promotion de la femme

Note du Secrétaire général

1. Le 25 septembre 1992, le Secrétaire général a adressé à tous les Etats Membres une note verbale les informant que le Conseil économique et social devrait, à la reprise de sa session d'organisation pour 1993, nommer trois candidats appelés à siéger au Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme lorsque le mandat de trois de ses membres viendrait à expiration le 30 juin 1993. Dans cette même note, le Secrétaire général demandait aux gouvernements de présenter les noms et curriculum vitae desdits candidats le 31 janvier 1993 au plus tard.

2. Conformément aux dispositions du statut de l'Institut, le Conseil d'administration se compose de 11 membres, désignés par les Etats et nommés par le Conseil économique et social, compte dûment tenu du fait que l'Institut et ses activités sont financés au moyen de contributions volontaires et qu'il convient de respecter le principe d'une répartition géographique équitable. Les membres du Conseil siègent à titre individuel pour une durée de trois ans à compter de la date de leur nomination. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions par le Conseil pour un second mandat. La composition actuelle du Conseil est indiquée à l'annexe I.

3. A sa première session ordinaire de 1983, le Conseil économique et social a décidé, sur la proposition du Président, de maintenir l'équilibre géographique de facto du Conseil d'administration, sans préjuger des décisions qu'il pourrait vouloir prendre ultérieurement quant à la composition et la répartition des sièges de cet organe (voir E/1983/SR.13). En conséquence, il faudrait, pour maintenir l'équilibre géographique existant, nommer aux postes qui deviendront vacants un membre de chacun des trois groupes régionaux concernés.

4. Les candidates suivantes ont été désignées par leurs gouvernements respectifs en réponse à la note verbale du Secrétaire général (on trouvera leur notice biographique dans l'annexe II).

Etats d'Afrique

Noëlle Kangoye (Burkina Faso)
Faiza Kefi (Tunisie)
Mamolete Pitso (Lesotho)
Meenakshi Seetulsingh (Maurice)

Etats d'Asie

Haya Hussain Al-Shomaly (Bahreïn)
Sonia Ibrahim Atiyah (Liban)

Etats d'Europe occidentale et autres Etats

Daniela Colombo (Italie)

Annexe I

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE
RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Composition à partir du 1er juillet 1992

	<u>Mandat venant à expiration le 30 juin</u>
Ihsan Abdalla Algabshawi (Soudan)	1995
Fátima Benslimane Hassar (Maroc)	1994
Gule Afruz Mahbub (Bangladesh)	1994
Aida González Martínez (Mexique)	1995
Gertrude Ibengwe Mongella (République-Unie de Tanzanie)* +	1993
Amara Pongsapich (Thaïlande)*	1993
Els Postel-Coster (Pays-Bas)	1995
Pilar Escario Rodríguez-Spiteri (Espagne)* . .	1993
Gail Saunders (Bahamas)	1994
Renata Siemienka-Zochowsak (Pologne)	1994
Kristin Tornes (Norvège)	1994

* Membre sortant.

+ Mme Mongella a été nommée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix (1995), avec effet au 1er janvier 1993.

Annexe II

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Haya Hussain Al-Shomaly (Bahreïn). Directrice du Département des recherches sociales et de l'assistance sociale, elle s'occupe des programmes et services de développement social et de protection sociale à Bahreïn. Elle a été responsable d'études et de rapports, notamment sur les indicateurs sociaux, l'effet de l'emploi de personnel étranger pour les soins aux enfants sur les caractéristiques de la famille à Bahreïn, la situation des personnes âgées, la situation économique et sociale de la femme bahreïnite et diverses autres questions socio-économiques nationales. Elle a organisé plusieurs colloques et cours de formation sur divers aspects du développement social à Bahreïn et a participé à des conférences internationales et régionales sur la situation des femmes arabes et sur leur participation au développement.

Sonia Ibrahim Atiyah (Liban). Cette avocate est actuellement Vice-Présidente du Conseil des femmes libanaises et a représenté le barreau de Beyrouth au Conseil de la Fédération arabe des avocats et a été Vice-Présidente du Comité de la condition de la femme arabe. Elle a écrit plusieurs études sur la famille, les femmes, les changements indispensables à apporter à la législation et la promulgation de nouvelles lois concernant la femme. Elle a participé à plusieurs conférences sur la condition féminine et sur la famille, portant notamment sur les aspects sociaux et juridiques de la question. Elle a représenté le Liban à la Conférence sur les femmes méditerranéennes tenue à Valence (Espagne) en novembre 1992.

Daniela Colombo (Italie). Présidente et fondatrice de l'Association italienne pour la participation des femmes au développement (AIDOS), organisme privé à but non lucratif, interlocuteur de l'Institut, qui réalise des recherches, des projets, des activités d'information et de création de réseaux, en particulier dans les pays en développement. Elle a participé à plusieurs conférences, séminaires et ateliers internationaux sur les femmes et y a présenté des communications. Elle a fait partie de la délégation italienne à la Commission de la condition de la femme et a également représenté le Ministère italien des affaires étrangères aux réunions sur la participation des femmes au développement organisées par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et par la Communauté européenne. Elle a été membre du Conseil d'administration de l'Institut de 1985 à 1990 et, à cette occasion, a représenté l'INSTRAW à plusieurs conférences internationales et participé activement à la collecte de fonds en faveur de l'Institut. Elle est l'auteur de plusieurs publications sur la condition de la femme.

Noëlle Kangoye (Burkina Faso). Directrice du Centre de recherche pour le développement social de Ouagadougou. Ce centre, qui dépend du Ministère de la santé, de la protection sociale et de la famille, entreprend des recherches appliquées sur la santé des femmes. Le Centre dispense une formation au personnel du Ministère, de façon à le sensibiliser aux questions d'équité entre les sexes. Mme Kangoye a une importante expérience de la formation des associations locales pour faciliter leur participation aux opérations de développement et de l'évaluation et de la coordination des programmes de formation de personnel de terrain. Elle a participé à plusieurs conférences

nationales et régionales portant sur la santé, la protection sociale et le développement social.

Faiza Kefi (Tunisie). Administrateur civil, conseillère au Ministère du plan et du développement régional, ancienne Directrice adjointe de la planification au Ministère de l'éducation. De 1984 à 1986, au Ministère de la famille et de la condition féminine, elle a été chargée d'organiser cinq divisions : planification, recherche, statistique, documentation et information. Elle a également été chargée d'organiser des séminaires sur l'urbanisation et son impact sur la famille en Tunisie, sur les services dont la famille a besoin et sur l'enseignement ménager. Elle supervise actuellement la réalisation du plan national dans les secteurs de l'emploi, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la jeunesse et de l'enfance. Elle a participé à plusieurs conférences internationales et régionales sur la femme, l'enseignement et la planification.

Mamolete Pitso (Lesotho). Directrice de l'Institut d'administration publique du Lesotho, elle a notamment été chargée d'organiser et d'évaluer la formation des fonctionnaires et de coordonner la mise en valeur des ressources institutionnelles, matérielles et humaines. Ancienne Directrice du Secrétariat national à la main-d'oeuvre, elle est responsable de l'évaluation des besoins en ressources humaines et en formation et des politiques de formation du Lesotho. Elle a représenté le Lesotho à de nombreuses conférences sur la formation et la mise en valeur des ressources humaines pour les Etats sud-africains membres du Commonwealth. Elle a présidé le Comité de l'égalité dans l'emploi de la Conférence internationale du Travail à sa soixante et onzième session.

Meenakshi Seetulsingh (Maurice). Directrice du Mauritius College of the Air, elle s'occupe principalement de la production de matériaux d'information à vocation éducative à tous les niveaux. Elle s'est spécialisée dans le téléenseignement et le rôle des médias dans ce domaine, et dans l'organisation de l'enseignement par correspondance. Le Ministère mauricien de la santé a rendu hommage à son action dans le domaine de la planification familiale. Elle a participé à plusieurs conférences et ateliers internationaux et régionaux sur l'utilisation de la télévision dans l'enseignement des enfants dans les pays en développement, ainsi que sur le téléenseignement.
